



LE COMPTE N'Y EST PAS !

Pour la première fois depuis son histoire, la politique salariale de la PQN se solde en deçà des indices INSEE connus.

En effet, alors que le taux d'inflation d'octobre 2006 à octobre 2007 s'élève à 1,92 %, les salariés des entreprises de presse quotidienne nationale - sièges éditoriaux, imprimeries, distribution - verront leur augmentation salariale plafonnée à 1,6 % et cela, sans tenir compte des indices à venir de novembre et décembre.

À ce jour, le SGLCE-CGT n'a pas signé cet accord, ainsi que le SNJ-CGT, le SNJ autonome, les journalistes et employés CFDT et FO. [Le SIP (ex-section des rotos), Info'Com (ex-CSTP), CGC, CFTC, le Syndicat des Correcteurs et le BP-UFICT ont signé].

Lors de cette réunion, le Syndicat de la Presse quotidienne nationale a sorti de son chapeau la création d'une commission chargée de mettre en place un indice spécifique dont on ignore s'il est de branche, de métier ou de secteur.

Pour démontrer ou démonter quoi ? Que l'indice INSEE est en deçà du coût de la vie, ce que tout le monde sait (voir le site de la FILPAC : 4,76 % de perte du pouvoir d'achat).

Comment penser, alors que les éditeurs ne veulent pas appliquer ne seraient-ce que les indices INSEE, qu'ils seront capables d'accepter demain une mesure indiciaire supérieure ? Sinon à donner des primes à quelques catégories professionnelles, pour diviser les salariés des sièges éditoriaux, des imprimeries et de la distribution.

Le SGLCE ne signera pas cet accord. Il avertit l'ensemble des éditeurs dont certains se sont octroyé de très substantielles augmentations de salaires en 2007 que, dès connaissance des indices INSEE du mois de décembre 2007, le SGLCE exigera, d'une part, le rattrapage des salaires à hauteur des indices INSEE et, d'autre part, qu'il s'appliquera à faire reconnaître une mesure indiciaire du pouvoir d'achat commune à l'ensemble des salariés, qu'ils soient des sièges éditoriaux, des imprimeries ou de la distribution.

Paris, le 10 décembre 2007